

Société

LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ EN FRANCE À LA VEILLE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2022

Antoine Jardin, Julien Noble

19/04/2022

Dans le contexte d'un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, les enjeux d'insécurité sont susceptibles d'agir comme un facteur polarisant pour une partie de l'électorat limitée et spécifique, comme le montrent Julien Noble, chercheur associé et au Cespip (CNRS, UMR 8183), et Antoine Jardin, ingénieur de recherche au CNRS rattaché au Cespip (CNRS, UMR 8183).

Introduction

Reléguée ces dernières semaines au second plan médiatique au profit de l'actualité internationale, l'insécurité reste l'un des principaux enjeux de l'élection présidentielle de 2022. Ce thème est réapparu dans le débat public au moment des élections régionales de 2021, même si la sécurité ne constitue pas une prérogative des conseils régionaux. Déjà durant l'été 2020, à la sortie du premier confinement, de nombreux débats portaient sur une augmentation de la délinquance souvent postulée, mais non démontrée, laissant place à l'émergence de termes polémiques, au premier rang duquel celui d'« ensauvagement ».

Dans un tel contexte, la production de données fiables se révèle indispensable pour appréhender la réalité de la situation. C'est pourquoi l'Observatoire scientifique du crime et de la justice (OSCJ) rattaché au [Cespip](#)¹ et le Centre de données socio-politiques (CDSP) de Sciences Po Paris ont réalisé ensemble une enquête sur les perceptions de l'insécurité.

Cette enquête a été administrée par le CDSP dans le cadre du panel ELIPSS², l'enquête *Sociologie politique de l'insécurité durant les élections présidentielles de 2022* (SPIP2022)³ a été analysée par des chercheurs de l'OSCJ-Cespip. Elle vise à saisir les différentes dimensions du sentiment d'insécurité – en s'appuyant sur les apports les plus récents de la recherche – et ainsi compléter les données de la nouvelle enquête de victimation nationale conduite par le Service statistique

ministériel de la sécurité intérieure (SSM-SI)⁴. L'enquête SPIP2022 a été administrée entre le 11 novembre et le 16 décembre 2021.

Qu'appelle-t-on le sentiment d'insécurité ?

Le sentiment d'insécurité comprend deux dimensions⁵ :

- la préoccupation sécuritaire consiste à appréhender l'insécurité comme un problème de société. Il s'agit d'un jugement social qui consiste à placer la délinquance au premier rang des problèmes sociaux à résoudre ;
- l'insécurité personnelle se traduit par la crainte de subir un vol ou une agression sur sa personne, ses proches ou ses biens dans l'espace public, les transports collectifs ou à son domicile.

Phénomènes distincts, ces deux dimensions du sentiment d'insécurité ne se recouvrent que partiellement. Il est donc nécessaire de les traiter séparément.

De l'intérêt à mesurer le sentiment d'insécurité à la veille de l'élection

Comme le rappellent Philippe Robert et Renée Zauberman, « l'insécurité ne se développe pas nécessairement à cause de la criminalité, mais souvent plutôt à propos d'elle⁶ ». Le sentiment d'insécurité (dimension subjective) n'est pas un simple décalque de la délinquance (dimension objective) : les perceptions et les faits recouvrent des réalités partiellement différentes. Lorsque l'on cherche à mesurer l'enjeu que représentent les questions de sécurité dans des élections, ce sont les perceptions davantage que les faits qui demandent à être étudiés. Paris est, en Île-de-France, le département le plus frappé par la victimation. Toutefois, les Parisiens se disent assez peu inquiets à l'idée d'être victime d'une atteinte et se déclarent très peu préoccupés par la délinquance⁷. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'existe aucun lien entre le sentiment d'insécurité et la délinquance ou la victimation. Mais pour comprendre ces relations complexes, comme pour appréhender la nature réelle des enjeux en matière de sécurité dans une élection, il est nécessaire de mesurer des perceptions et des opinions relatives à l'insécurité.

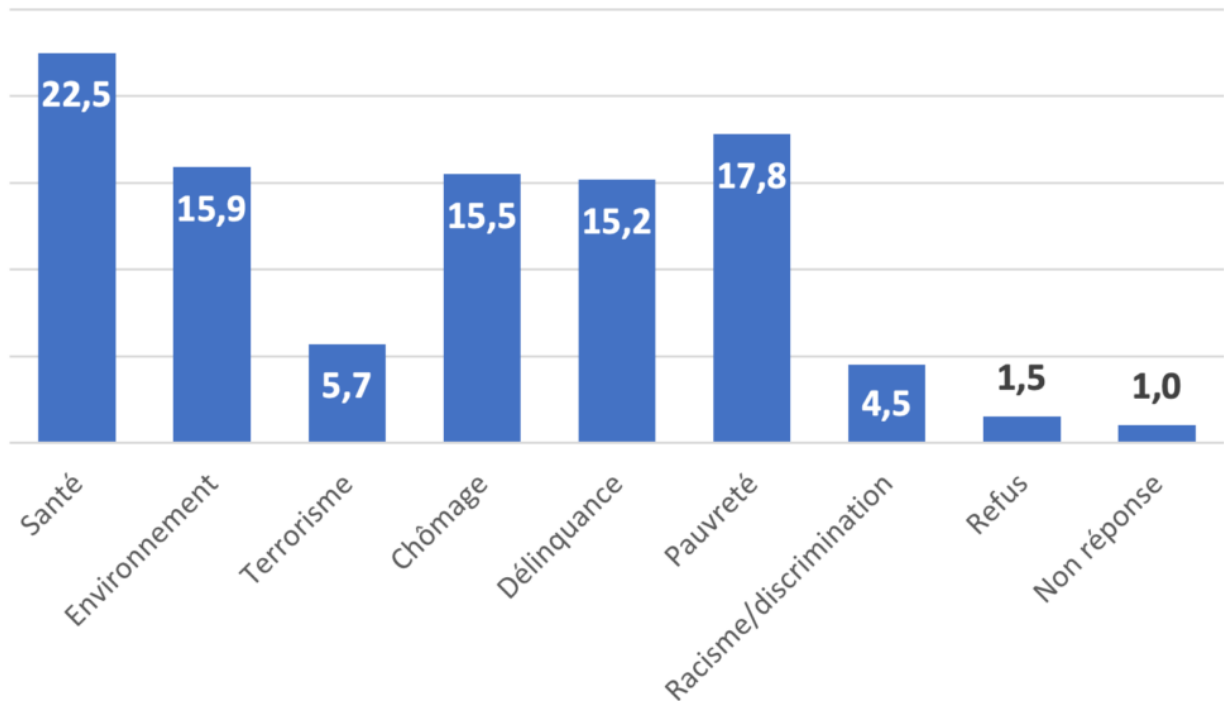
La délinquance : une priorité absolue pour 15% des enquêtés et un enjeu latent pour 25% supplémentaires

L'enquête SPIP2022 demande aux enquêtés de choisir parmi une liste le problème le plus préoccupant dans la société française. En décembre 2021, au moment de la passation de l'enquête,

la santé s'impose assez fortement : près d'un Français sur quatre (22,5%) place ce problème comme étant le plus préoccupant. La délinquance, sélectionnée par 15,2% des enquêtés, arrive après la pauvreté (17,8%), dans des proportions comparables à celle obtenue pour l'environnement (15,9%) et le chômage (15,5%). Enfin, une part beaucoup plus restreinte de répondants porte le terrorisme (5,7%) et le racisme (4,5%) en tête de liste des problèmes prioritaires.

La prééminence de la préoccupation pour la santé date de l'épidémie de Covid-19 apparue brusquement durant l'hiver 2019. Jusqu'en 2019, cette préoccupation arrivait, dans les enquêtes nationales de référence (Insee CVS), après celles pour l'environnement, le chômage, la pauvreté et le terrorisme, toutes ayant été l'objet d'évolutions plus ou moins importantes au cours des précédentes décennies. Le chômage domine très largement le classement des préoccupations jusqu'en 2013, avant de chuter drastiquement et d'être rattrapé par la pauvreté au moment de la crise des « gilets jaunes ». Jusqu'en 2015, seule une minorité de Français place le terrorisme comme problème prioritaire. Les attentats des 5 janvier et 13 novembre 2015 hissent immédiatement cet enjeu en tête de liste des préoccupations, mais pour un temps seulement : depuis 2017, cette préoccupation ne cesse de diminuer. Enfin, l'inquiétude à l'égard de l'environnement progresse à nouveau depuis le milieu de la décennie passée, après avoir diminué à la fin des années 2000. Quant à la préoccupation pour la délinquance, elle tend à se stabiliser depuis plusieurs années autour d'un ordre de grandeur habituel (approximativement un sixième des enquêtés) après une très forte poussée de fièvre sécuritaire au début du siècle.

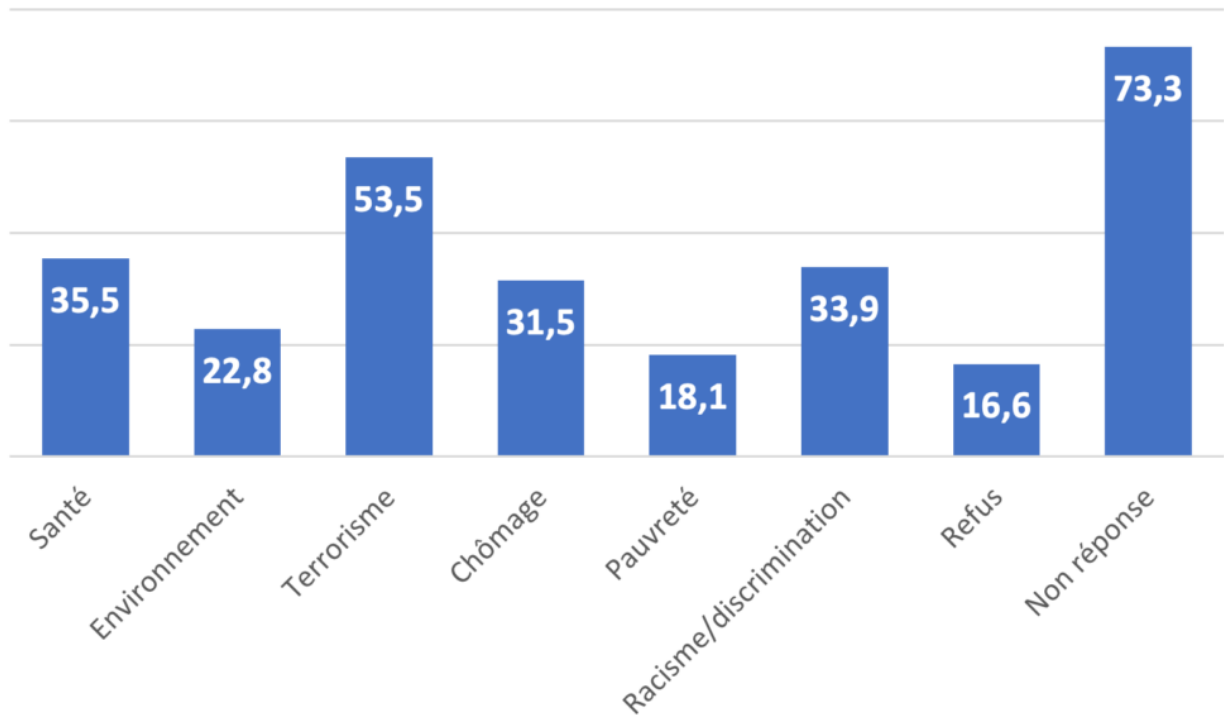
Figure 1. Le problème le plus préoccupant dans la société française (%)



Lecture : 22,5% des enquêtés considèrent que la santé est le problème le plus préoccupant dans la société française. Source : Cesdip/CDSP : Enquête Sociologie politique de l'insécurité durant les élections présidentielles de 2022.

Saisir l'ampleur réelle des préoccupations à l'égard de la sécurité implique de ne pas se limiter au problème prioritaire. On peut considérer que l'environnement occupe la première place des problèmes à résoudre tout en étant relativement préoccupé par la délinquance. Ainsi, un enquêté sur quatre (25,4%) place la délinquance parmi les trois problèmes les plus importants, sans porter ce thème en tête de liste de ses préoccupations. Sont concernés plus de la moitié des répondants qui placent le terrorisme comme problème majeur dans la société française (53,5%), un tiers de ceux qui donnent la priorité à la santé (35,5%), au chômage (31,5%) et au racisme (33,9%), un peu moins d'un quart des enquêtés préoccupés par l'environnement (22,8%) et un sixième de ceux qui le sont par la pauvreté (18,1%).

Figure 2. Répartition des enquêtés qui considèrent la délinquance parmi les trois problèmes les plus importants par thèmes prioritaires (%)



Lecture : 18,1 % des enquêtés qui estiment que la pauvreté est le problème prioritaire ont sélectionné la délinquance comme l'un des trois problèmes les plus préoccupants. Source : Cездip/CDSP : Enquête Sociologie politique de l'insécurité durant les élections présidentielles de 2022.

Les questions de sécurité constituent bien un enjeu à la veille de l'élection présidentielle de 2022. Si moins d'un Français sur six porte cette thématique en tête de liste des priorités (on les nommera « les préoccupés par l'insécurité »), un quart supplémentaire placent ce problème en deuxième ou troisième position des priorités à résoudre dans la société française (que l'on nommera « sensibles à l'insécurité »). En ce sens, sans être nécessairement au premier plan des préoccupations, la sécurité se manifeste comme un enjeu latent, une toile de fond assez largement distribuée dans la population.

La sensibilité à l'égard de l'insécurité : de nombreux groupes sociaux concernés dans des proportions relativement équivalentes

27,2% des hommes et 23,6% des femmes portent la délinquance à la deuxième ou troisième place des problèmes prioritaires. La sensibilité à l'égard de l'insécurité est également largement ventilée parmi les différentes classes d'âge : environs un quart des 55-59 ans (28,7%), des 45-49 ans (26,9%), des moins de vingt-quatre ans (30%) ou encore des 70-74 ans (23,3%) se soucient de la délinquance. Il en va de même selon le niveau de diplôme. Ce positionnement concerne 29,6% des non-diplômés, 24% des personnes dont le diplôme le plus élevé est un CAP ou un BEP et 22,7% des

enquêtés déclarant un niveau de diplôme supérieur à Bac+2. Enfin, cette distribution relativement équilibrée s'observe également parmi les différents types d'habitation : 29,2% des résidents d'immeubles en ville, un quart des habitants de maisons dispersées (26%), de maisons en lotissement (25,7%), d'immeubles de grands ensembles (25%) et un peu plus de deux résidents d'habitat mixte sur dix (21,4%) placent la délinquance en deuxième ou troisième position des problèmes prioritaires.

Ainsi, la sensibilité à l'égard de la délinquance ne correspond pas à une polarisation sociale très marquée. L'explication tient sans doute à un phénomène observé il y a déjà plusieurs années⁸ : dans les moments de fortes alarmes à l'insécurité dans le débat public, ceux qui accordent une certaine importance à ce thème (les sensibles à l'insécurité) peuvent rejoindre pour un temps ceux qui le placent au premier rang des problèmes de société (les préoccupés par l'insécurité), avant de revenir plus ou moins vite à leur ordre de priorité habituel. Selon ce schéma, la sensibilité à l'égard de la délinquance est donc largement circonstancielle et faiblement polarisante socialement. Il en va très différemment de la préoccupation pour la sécurité qui concerne des groupes sociaux plus fortement caractérisés.

La préoccupation sécuritaire : un positionnement peu majoritaire mais socialement et politiquement polarisant

À l'instar de la sensibilité à l'égard de l'insécurité, la préoccupation sécuritaire est peu différenciée selon le sexe et l'âge : 16,6% des hommes et 14,4% des femmes placent ce problème en tête de liste de leurs préoccupations. Par ailleurs, un cinquième des 45-49 ans (20,5%), des 55-59 ans (20,3%), des 70-74 ans (20,0%) et un sixième des 35-39 ans (16,5%), des moins de vingt-quatre ans (15,2%) et des 40-44 ans (15,1%) portent la délinquance au premier rang des problèmes à résoudre.

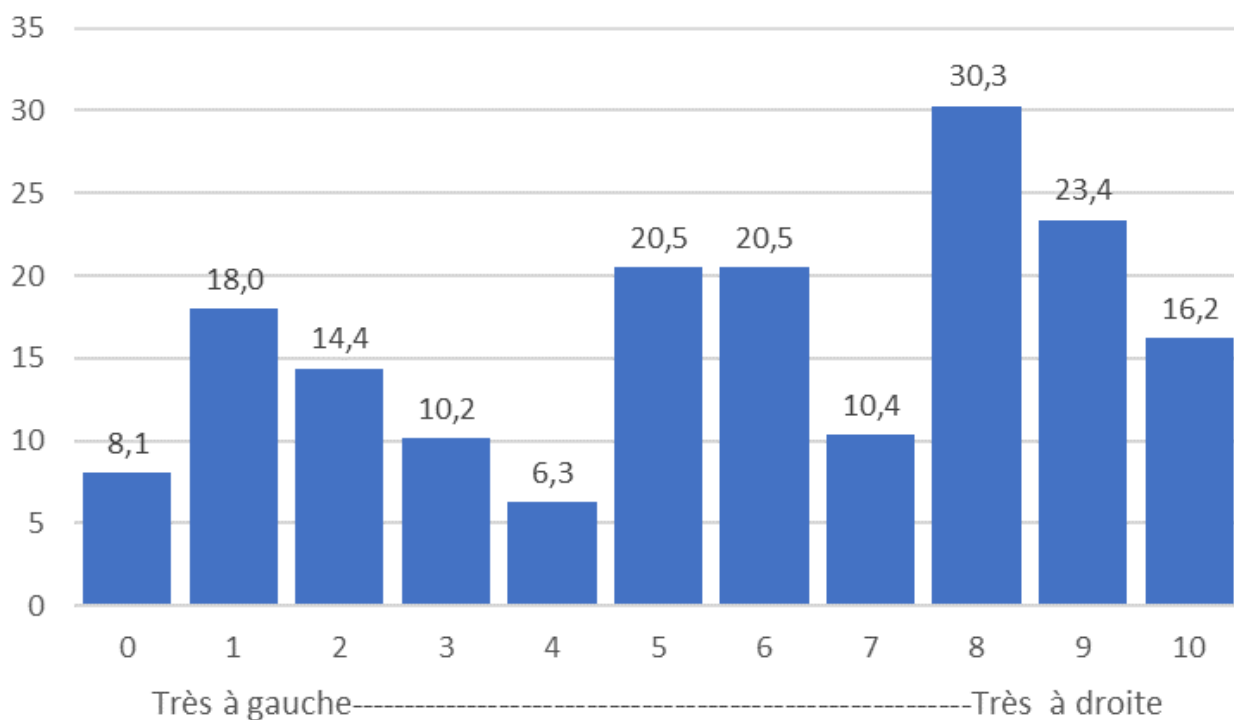
En revanche, et contrairement à la sensibilité à l'égard de l'insécurité, la préoccupation sécuritaire se révèle plus prévalente chez les individus disposant d'un faible bagage scolaire : les répondants dont le diplôme le plus élevé est un CAP ou un BEP sont en proportion deux fois plus nombreux que les diplômés du supérieur à placer la délinquance en tête de liste de leurs préoccupations (respectivement 25% contre 11,3% pour les niveaux Bac+2 et 13,4% pour les niveaux supérieurs).

La préoccupation à l'égard de la sécurité varie également selon le type d'habitation : elle concerne davantage les résidents de maisons dispersées (18,7%), de maisons en lotissement (17%), et d'immeubles en ville (15,2%) que les résidents d'habitat mixte (9,3%) et surtout des immeubles de grands ensembles (3,6%). Ce résultat témoigne d'une réalité désormais bien identifiée : la préoccupation sécuritaire n'est pas systématiquement liée à l'exposition au risque de victimation.

Autrement dit, les populations les plus confrontées à la délinquance ne sont pas nécessairement les plus enclines à porter ce problème comme enjeu prioritaire. Pour les habitants des immeubles de grands ensembles, comme pour les jeunes (30% des moins de vingt-quatre ans positionnent la délinquance à la deuxième ou troisième place des principaux problèmes dans la société française, mais seulement 16,5% portent ce thème en tête de liste de leurs préoccupations), l'insécurité n'est pas la priorité absolue. Elle est plutôt considérée comme un enjeu du quotidien, mais sur le plan politique elle cède souvent sa place devant d'autres thématiques jugées plus importantes : la santé (28,8%), le chômage (26,7%) et la pauvreté (19,9%) pour les résidents des immeubles de grands ensembles et la santé (28,9%), l'environnement (17,8%) et le terrorisme (16,7%) pour les jeunes.

Enfin, ce positionnement tend à se renforcer chez les enquêtés se plaçant à droite de l'échiquier politique. En moyenne, un enquêté sur dix (11,4%) se positionnant à gauche (entre 0 et 4 sur l'échelle) place la délinquance comme absolue priorité contre deux sur dix (20,2%) en moyenne parmi les enquêtés se positionnant à droite (entre 6 et 10 sur l'échelle). Il est à noter que cette liaison est particulièrement forte chez ceux qui se positionnent très à droite sur l'échelle politique (entre 8 et 9).

Figure 3. Répartition par auto-positionnement politique des enquêtés qui considèrent la délinquance comme le problème le plus important (%)



Lecture : 18% des enquêtés qui se positionnent à 1 sur l'échelle politique – dont 0 représente le positionnement le plus à gauche et 10 le positionnement le plus à droite – placent la délinquance

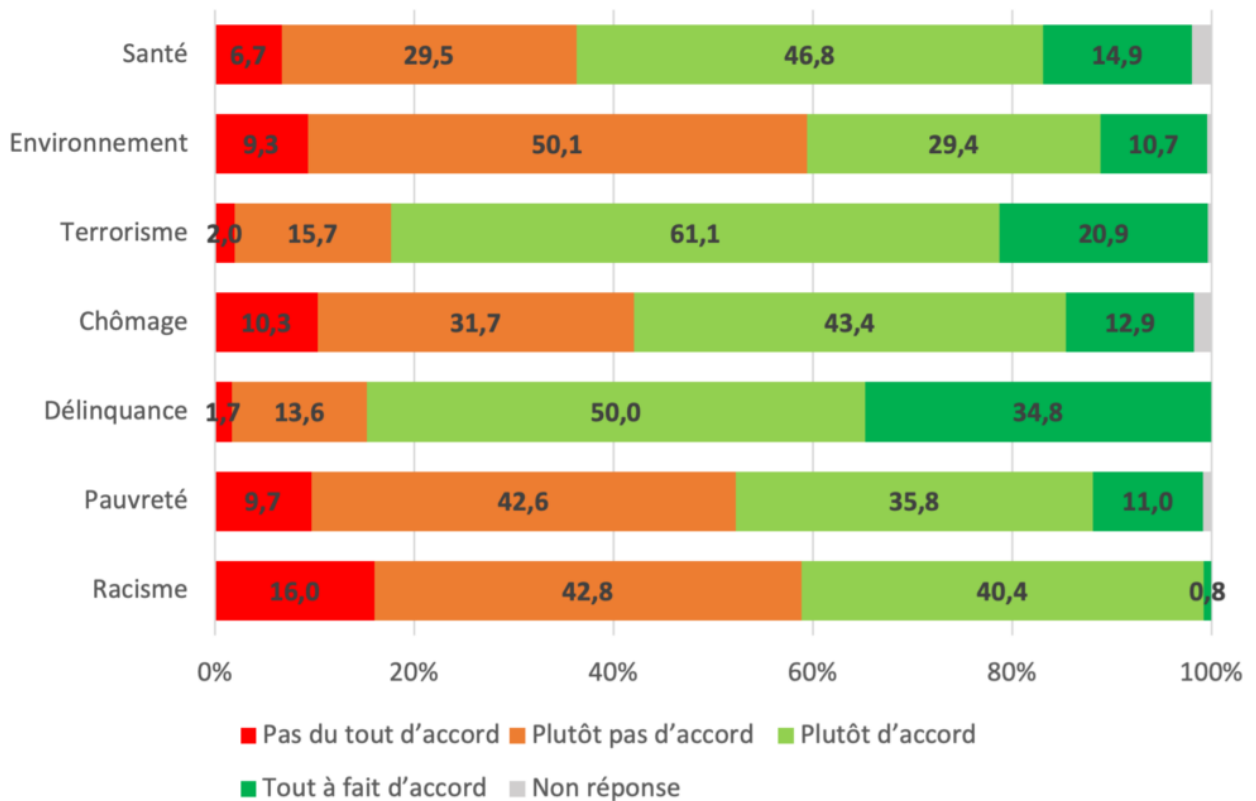
comme le problème le plus préoccupant. Source : Cesdip/CDSP : Enquête Sociologie politique de l'insécurité durant les élections présidentielles de 2022.

Préoccupation sécuritaire et autoritarisme

La préoccupation sécuritaire est donc plus présente chez des individus disposant d'un faible bagage scolaire, résidant dans des zones pavillonnaires ou en centre-ville, positionnés à droite de l'échiquier politique, mais qui ne sont pas nécessairement confrontés aux risques de victimation.

Ce positionnement est aussi très fortement associé à un autre facteur : les attitudes autoritaires. Les enquêtés qui placent la délinquance au sommet de leurs priorités sont relativement plus nombreux que les autres à considérer que « les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas suffisamment de respect pour les valeurs françaises traditionnelles ». L'immense majorité des personnes préoccupées par la délinquance se déclare « plutôt d'accord » (50%) ou « tout à fait d'accord » (34,8%) avec cette affirmation. Toutefois, l'écart avec les autres enquêtés se fait davantage sur le degré d'accord avec cette proposition que sur le niveau de consentement général (la modalité « plutôt d'accord » emporte des taux d'adhésion similaires auprès d'enquêtés ayant d'autres préoccupations et sont même plus élevés chez les enquêtés préoccupés par le terrorisme). En revanche, les répondants préoccupés par la délinquance sont beaucoup plus enclins que les autres à sélectionner la modalité de réponse « tout à fait d'accord ».

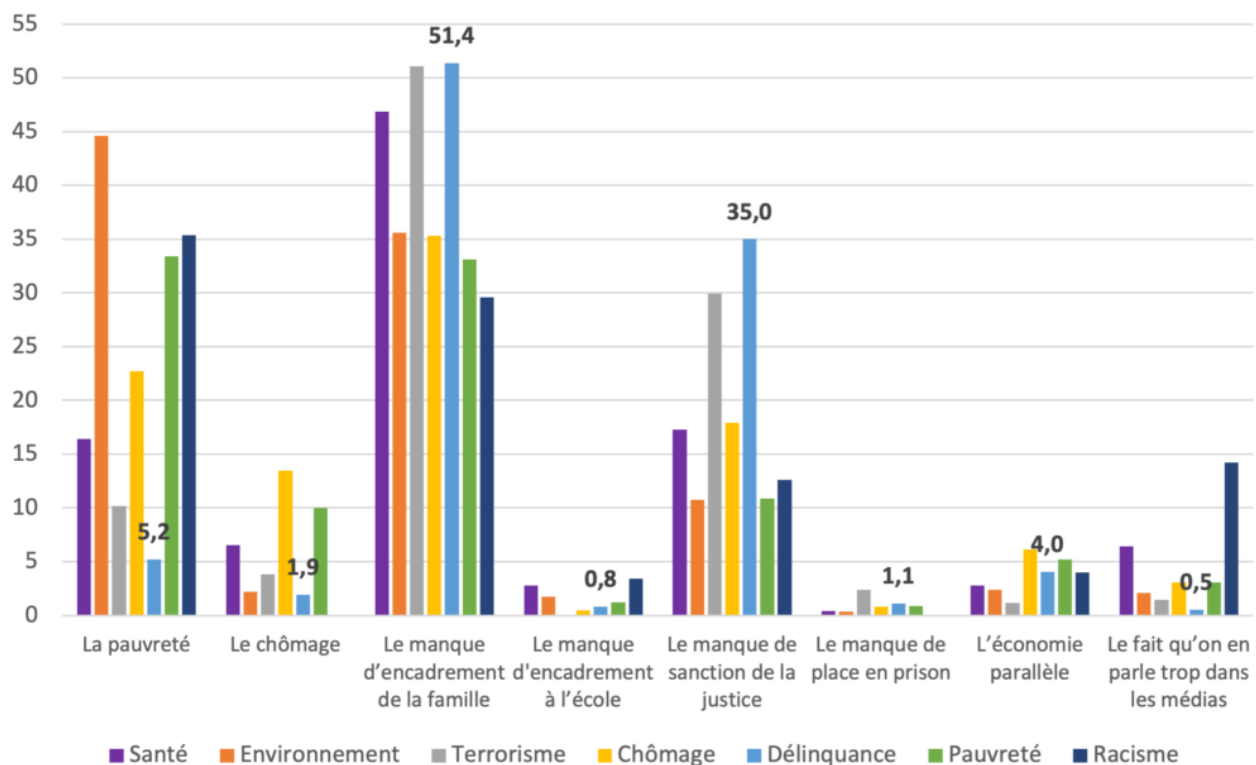
Figure 4. Les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas suffisamment de respect pour les valeurs françaises traditionnelles (%)



Lecture : 34,8% des enquêtés qui placent la délinquance comme le problème le plus préoccupant se disent « tout à fait d'accord » avec l'assertion selon laquelle « les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas suffisamment de respect pour les valeurs françaises traditionnelles ». Source : Cesdip/CDSP : Enquête Sociologie politique de l'insécurité durant les élections présidentielles de 2022.

Lorsque les répondants sont interrogés sur la cause principale de la délinquance, ceux qui placent ce problème en tête de liste de leurs préoccupations sont plus enclins que les autres à y voir un phénomène provoqué par le manque d'encadrement de la famille (51,4%) et par le manque de sanction de la justice (35%). Les enquêtés préoccupés par la délinquance marquent tout particulièrement l'écart avec les autres par le choix de cette dernière modalité. Ils sont aussi beaucoup moins nombreux en proportion à identifier la pauvreté (5,2%) comme facteur principal de la délinquance.

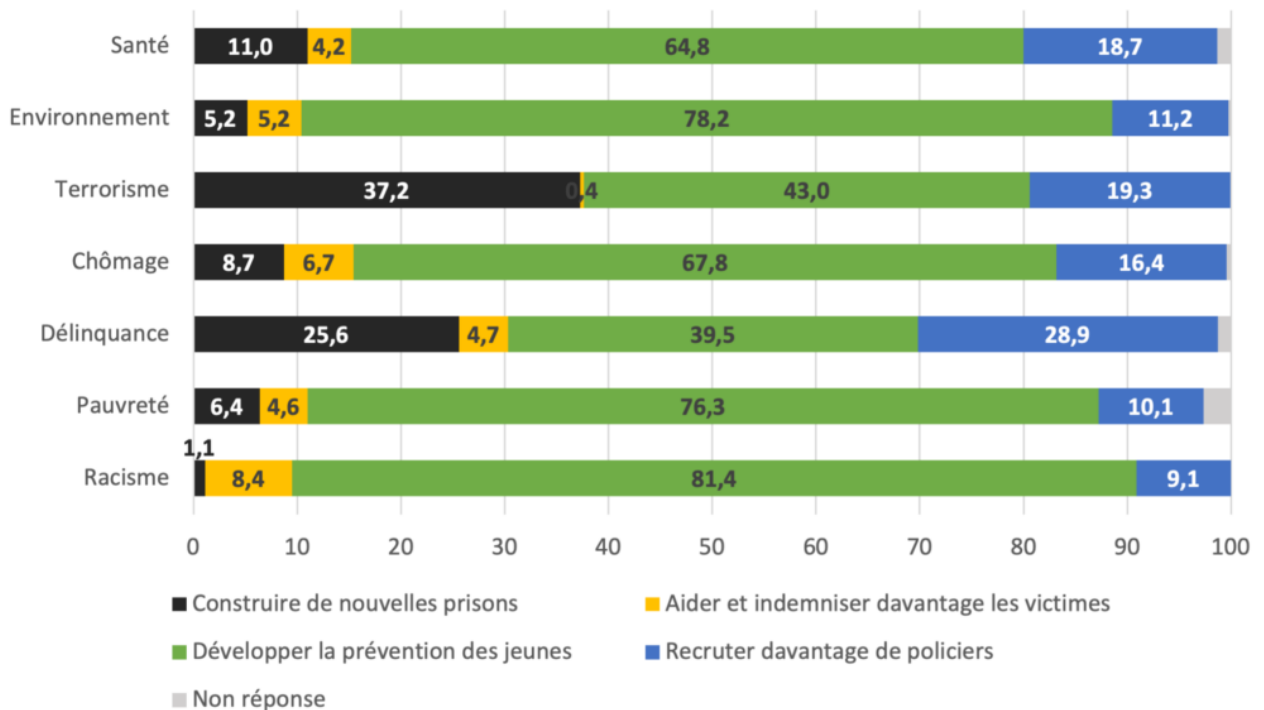
Figure 5. Selon vous, la délinquance et la criminalité sont principalement causées par ... (%)



Lecture : 51,4% des enquêtés qui placent la délinquance comme le problème le plus préoccupant considèrent que le manque d'encadrement de la famille est le principal facteur de la délinquance et de la criminalité. Source : Cesdip/CDSP : Enquête Sociologie politique de l'insécurité durant les élections présidentielles de 2022.

Enfin, à la question de savoir vers quel dispositif il faudrait consacrer davantage de financements, les enquêtés préoccupés par la délinquance sont beaucoup plus favorables que les autres au recrutement de policiers (28,9%). La construction de nouvelles prisons remporte également un taux d'adhésion non négligeable parmi ces répondants (25,6%), même s'il reste bien en deçà de celui des enquêtés préoccupés par le terrorisme (37,3% d'entre eux). Mais surtout les préoccupés par la délinquance sont moins favorables que les autres à allouer des fonds au développement de la prévention des jeunes (39,5%). Malgré tout, il faut souligner que cette option reste le premier choix même chez les enquêtés préoccupés par la délinquance.

Figure 6. Si l'on pouvait consacrer plus d'argent au problème de la délinquance, devrait-on, en priorité, ... ? (%)



Lecture : 39,5% des enquêtés qui placent la délinquance comme le problème le plus préoccupant alloueraient en priorité, pour lutter contre la délinquance, des fonds pour développer la prévention des jeunes. Source : Cesdip/CDSP : Enquête Sociologie politique de l'insécurité durant les élections présidentielles de 2022.

En résumé, là où l'on pourrait s'attendre à des réponses principalement répressives de la part de ces enquêtés, quatre sur dix préconisent en priorité une action préventive pour lutter contre la délinquance. La préoccupation sécuritaire entretient donc une relation relativement complexe avec les attitudes autoritaires et la demande de réponse répressive.

Le lien avec l'autoritarisme est particulièrement étroit et s'explique assez facilement. La position qui consiste à voir dans les institutions familiales et judiciaires, plutôt que dans des facteurs économiques (pauvreté, chômage), les principales causes de la délinquance, ou celle qui identifie dans le comportement des jeunes une volonté à manquer de respect aux valeurs traditionnelles témoignent de fortes appréhensions face aux changements sociétaux. Pour faire face à cette menace, l'autoritarisme est une réponse qui se dresse contre toutes les formes de déviations ou de désordre. Le discours autoritaire, c'est celui qui fait la promesse non seulement de lutter fermement contre la délinquance, mais surtout de maintenir en place l'ordre social traditionnel.

La préoccupation sécuritaire entretient une relation plus nuancée avec la demande de répression. Une proportion non négligeable d'enquêtés préoccupés par la délinquance préconise d'investir davantage et en priorité dans la prévention des jeunes pour lutter contre l'insécurité. En ce sens,

les propositions exclusivement répressives formulées par de nombreux acteurs politiques dans l'objectif de séduire les groupes sociaux les plus préoccupés par la délinquance échouent à répondre aux attentes d'une partie d'entre elles. Enfin, il faut souligner la très faible proportion d'enquêtés, y compris parmi les préoccupés par la délinquance (4,7%), souhaitant en priorité indemniser davantage les victimes, même si cette question occupe actuellement une place importante dans le débat politique et médiatique.

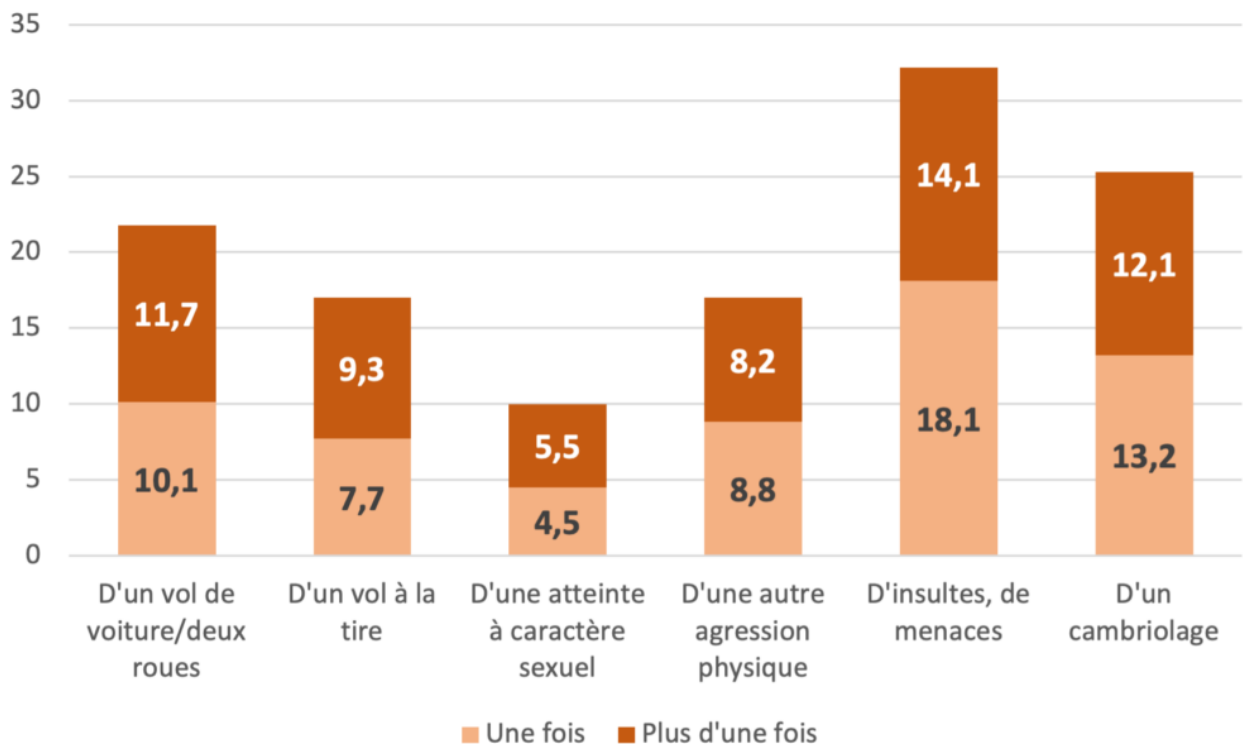
L'insécurité personnelle : un phénomène répandu mais polymorphe

Pour mesurer l'insécurité personnelle, l'enquête SPIP2022 intègre des indicateurs inédits en France. Là où les enquêtes de victimation hexagonales utilisent des questions exclusivement focalisées sur les lieux (peur au domicile, dans le quartier de résidence et plus rarement dans les transports collectifs), la présente enquête aborde l'insécurité personnelle à partir des types d'atteintes redoutés. Cette approche apporte des éléments de connaissances complémentaires à ce phénomène social complexe, en permettant de hiérarchiser et de caractériser les différentes formes de peur.

Des peurs plus ou moins fréquentes selon les types d'atteintes redoutés

Les insultes et les menaces sont les victimations les plus fréquemment redoutées : un tiers des Français déclarent avoir eu peur, au moins une fois, de subir une agression verbale au cours des douze derniers mois. 18,1% des répondants affirment avoir redouté une seule fois d'être victime d'insultes ou de menaces et 14,1% plusieurs fois au cours de la période considérée. Arrive ensuite la peur de subir un cambriolage : un quart des enquêtés rapportent avoir éprouvé cette crainte entre décembre 2020 et décembre 2021. La peur de subir un vol de voiture ou de deux-roues se situe à la troisième place avec 21,8% des enquêtés concernés. La peur d'être victime d'un vol à la tire (17%) et celle d'être victime d'une agression physique (non sexuelle)(17%) occupent la quatrième place. Enfin, en dernière position, se trouve la crainte de subir une atteinte à caractère sexuel (viol, attouchements, harcèlement) : un Français sur dix déclare avoir eu peur de subir au moins une fois cette forme de victimation au cours des douze derniers mois.

Figure 7. Vous est-il arrivé d'avoir peur d'être victime d'un vol ou d'une agression au cours des douze derniers mois ?



Lecture : 10,1 % des enquêtés déclarent avoir eu peur une fois d'être victimes d'un vol de voiture ou de deux-roues au cours des douze derniers mois. 11,7 % des enquêtés déclarent avoir eu peur plus d'une fois d'être victime d'un vol de voiture ou de deux-roues au cours des douze derniers mois. Source : Cesdip/CDSP : Enquête Sociologie politique de l'insécurité durant les élections présidentielles de 2022.

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de ces résultats. Le premier tient à la fréquence des peurs. Pour chaque type d'atteinte redoutée, la proportion d'enquêtés déclarant avoir eu peur « une fois » est presque toujours systématiquement égale à celle des enquêtés déclarant avoir eu peur « plus d'une fois ». La moitié des enquêtés concernés par l'insécurité personnelle n'éprouvent en réalité que très rarement des craintes.

Le deuxième enseignement concerne la nature des peurs éprouvées. La forme d'atteinte la plus fréquemment redoutée (les insultes et menaces) est celle qui implique le plus faible niveau d'intensité de violence ou, pour le dire autrement, le plus faible niveau de conséquence matérielle ou physique en cas de victimation. On constate aussi la prédominance des craintes à l'égard des biens plutôt que celles à l'égard des personnes. Outre la peur de subir une agression verbale, les atteintes les plus fréquemment redoutées portent sur les propriétés (cambriolage, vol de véhicule, vol à la tire).

Ce résultat contraste assez fortement avec la représentation fréquente d'un sentiment d'insécurité

largement porté sur les agressions physiques et surtout sexuelles.

Concernant la peur de l'agression sexuelle, force est néanmoins de constater des taux particulièrement élevés chez les populations les plus jeunes : 18,4% des moins de vingt-quatre ans y sont confrontés (parmi ces enquêtés, tous affirment avoir eu peur à plusieurs reprises au cours des douze derniers mois) et plus d'un quart des 25-29 ans (dont 20,9% déclarent avoir eu peur « une fois » et 5,7% « plus d'une fois »). En revanche, ces craintes sont loin d'être exclusivement féminines : ainsi 11,4% des femmes disent avoir eu peur de subir une agression sexuelle au cours des douze derniers mois, mais également 7,9% des hommes.

En définitive, ces résultats manifestent un certain « réalisme ». Face à une question qui distingue les différentes sortes de risques, on affirme redouter le plus fréquemment celles qui ont le plus de « chances » de survenir. On constate ainsi une relative concordance entre la hiérarchie des types d'atteintes redoutées et celle des risques de victimation, même si la fréquence des peurs est toujours beaucoup plus élevée que celle des atteintes subies. En résumé, les agressions verbales sont plus fréquemment redoutées que les atteintes envers les biens qui le sont davantage que celles envers l'intégrité physique.

Des peurs plus liées que d'autres à la préoccupation sécuritaire

Interroger les enquêtés sur la peur de subir différents types d'atteintes présente un autre avantage : celui de pouvoir étudier plus finement la relation entre la préoccupation sécuritaire et l'insécurité personnelle. Deux constats émergent des résultats de l'enquête.

Le premier est celui de l'absence de lien entre la préoccupation sécuritaire et plusieurs formes de peur. Les enquêtés préoccupés par la délinquance ne sont pas les plus enclins à déclarer avoir peur de subir un vol de véhicule, une atteinte à caractère sexuel ou une agression physique. La peur d'être victime d'une agression sexuelle est beaucoup plus fréquente parmi les enquêtés préoccupés par le racisme (21,2% contre 7,3%); et la peur de subir une agression physique par ceux qui placent le terrorisme à la première place des problèmes à résoudre (33,7% contre 20,9%).

Le second constat est celui d'une association plus étroite entre la préoccupation sécuritaire et les peurs du vol sans violence, du cambriolage et de l'agression verbale. Encore faut-il nuancer le lien avec la peur du vol sans violence, tant les taux sont proches de ceux d'autres groupes. Les écarts sont plus élevés pour la peur du cambriolage et encore davantage pour la peur d'être victime d'insultes ou de menaces.

Ainsi, les enquêtés préoccupés par la délinquance ne sont pas systématiquement plus enclins que les autres à avoir peur d'être victimes de vol ou d'agression. En ce sens, ces résultats corroborent les conclusions d'autres travaux de recherche portant sur la relation entre les deux dimensions du sentiment d'insécurité. Les analyses géosociales de l'insécurité réalisées depuis 2013 par l'équipe de l'**Observatoire scientifique du crime et de la justice** (OSCJ) ont montré que les peurs, la préoccupation sécuritaire et la victimation se combinent de différentes façons selon les territoires. L'un des principaux résultats de ces travaux est de montrer que la préoccupation sécuritaire ne se développe pas exclusivement dans les territoires les plus frappés par la délinquance, ni dans ceux qui enregistrent les plus fortes peurs. On la trouve aussi fréquemment dans des territoires ruraux ou périurbains. Or, dans cette configuration, les risques de victimation sont faibles, à l'exception justement du cambriolage⁹. Quant à la peur de subir des insultes ou des menaces, elle témoigne d'abord – tout particulièrement pour ceux des préoccupés par la délinquance qui ne rapportent pas d'autres formes de peur – de la faible probabilité perçue de subir une atteinte de plus forte intensité de violence. Mais elle témoigne surtout de l'extrême sensibilité de ces populations à l'égard de toutes formes de déviances, interprétées comme autant de signes du déclin des traditions ou des valeurs de la société française.

Tableau 1. Répartition des enquêtés selon la préoccupation prioritaire et le type d'atteinte redouté (%)

	Peur vol voiture / deux-roues	Peur vol à la tire	Peur atteinte sexuelle	Peur agression physique	Peur insultes / menaces	Peur cambriolage
Santé	28,7	16,9	9,0	8,9	22,0	25,4
Environnement	10,9	19,2	9,6	18,7	30,8	25,7
Terrorisme	28,3	17,1	5,5	33,7	44,4	23,0
Chômage	23,8	13,8	9,9	19,5	34,3	25,7
Délinquance	21,4	23,3	7,3	20,9	46,0	30,2
Pauvreté	15,7	9,6	8,6	11,2	28,7	22,6
Racisme	22,4	22,6	21,2	20,0	23,4	13,9

Lecture : 46% des enquêtés qui placent la délinquance en tête de liste des problèmes les plus préoccupants déclarent avoir eu peur (une fois ou plus d'une fois) d'être victimes d'insultes ou de menaces au cours des douze derniers mois. Source : Cespip/CDSP : Enquête Sociologie politique de l'insécurité durant les élections présidentielles de 2022.

Parle-t-on trop de la sécurité durant la campagne présidentielle ?

À la fin du questionnaire de l'enquête SPIP2022, les enquêtés ont été invités à répondre à la question suivante : « Enfin, diriez-vous que dans la campagne électorale présidentielle : on parle trop de sécurité ; on parle de sécurité dans une juste proportion ; on ne parle pas suffisamment de sécurité ? »

L'analyse des résultats permet de décrire les facteurs structurels associés à chacune des propositions. Il s'agit tout d'abord de porter la focale sur les variables sociodémographiques avant de regarder comment ces réponses sont liées à chacune des deux dimensions du sentiment d'insécurité.

Des jeunes, peu diplômés, éloignés de la politique et de ses institutions

Les femmes sont un peu plus nombreuses (40,5%) que les hommes (34,9%) à considérer que l'« on ne parle pas suffisamment de sécurité durant la campagne électorale ». Toutefois, plus que le sexe, c'est l'âge qui pèse fortement sur ce positionnement. Un jeune de moins de vingt-cinq ans sur deux (49,9%) sélectionne cette modalité de réponse et seulement 16,9% considèrent que l'« on parle trop de sécurité ». La tranche d'âge la plus nombreuse, après les jeunes, à considérer que l'« on ne parle pas suffisamment de sécurité » est les 50-54 ans (44,6%). Plus d'un quart de ces enquêtés (26,0%) estiment que ce sujet est trop fréquemment abordé.

L'intérêt accordé à la politique influence la demande de débat sur l'insécurité

Près d'un enquêté sur deux (47%) déclarant ne « pas être du tout intéressé » par la politique estime que la sécurité n'est pas suffisamment abordée durant la campagne présidentielle, contre 38,6% des enquêtés déclarant être « peu intéressés », et respectivement 34,4% et 34,8% des répondants qui affirment être « assez » et « très intéressés ». De la même manière, ce positionnement est particulièrement virulent chez les individus qui considèrent que la démocratie en France ne fonctionne « pas bien du tout » (54,4%). Ici, la proportion d'enquêtés concernés décroît à mesure que cette évaluation sur la santé du fonctionnement démocratique s'améliore : respectivement

44,6%, 29,8% et 21,4% des enquêtés déclarant que la démocratie ne fonctionne « pas bien », fonctionne « assez bien » et « très bien » estiment que l'« on ne parle pas suffisamment de sécurité » durant la campagne présidentielle.

Sur le plan social, les employés (44,4%) et les ouvriers (44,2%) sont plus nombreux que les artisans (38,8%), les professions intermédiaires (31,6%), les cadres (31,1%) et les agriculteurs (22,7%) à adopter cette position. C'est également le cas des répondants les moins diplômés. 43,6% des sans diplômes, 46,8% des CAP ou BEP et 40,6% des niveaux Bac considèrent que le thème de la sécurité n'est pas suffisamment abordé, contre 27,4% des niveaux Bac+2 et 31,8% des niveaux supérieurs.

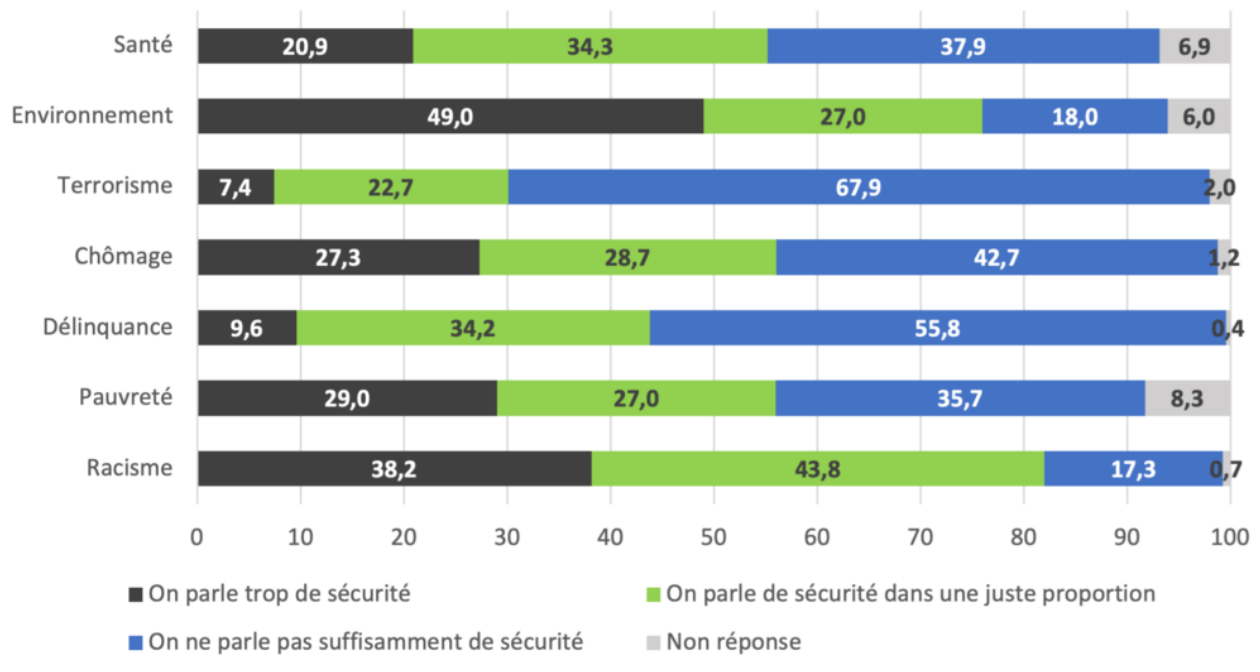
Enfin, les enquêtés qui adhèrent à ce constat sont en proportion plus nombreux à résider dans la zone d'études et d'aménagement du territoire (ZEAT) de l'Est (45,2%), du Centre-Est (44,6%) et du bassin parisien¹⁰ (43,9%) que dans les ZEAT de l'Ouest (32,3%), de la région parisienne (33,1%), du Sud-Ouest (33,5%) et de la Méditerranée (35,4%). La ZEAT du Nord, elle, se place dans une position intermédiaire (39,9%).

Un lien massif avec les préoccupations pour le terrorisme et la délinquance

Les enquêtés préoccupés par le terrorisme sont beaucoup plus nombreux que les autres à considérer qu'« on ne parle pas suffisamment de sécurité » durant la campagne présidentielle de 2022. 67,9% d'entre eux adhèrent à ce constat contre seulement 17,3% des enquêtés préoccupés par le racisme. Dans cette large fourchette à l'intérieur de laquelle sont distribuées toutes les autres préoccupations, les répondants qui placent la délinquance comme la priorité absolue arrivent en deuxième position : plus d'un sur deux (55,8%) estime que la sécurité n'est pas suffisamment évoquée.

Sans surprise, les répondants préoccupés par le terrorisme et la délinquance sont en retour beaucoup moins nombreux que les autres à considérer qu'« on parle trop de sécurité ». Ils sont respectivement 7,4% et 9,6% à adopter cette position, contre 49% des enquêtés préoccupés par l'environnement.

Figure 8. Répartition des enquêtés selon la préoccupation prioritaire et le positionnement à l'égard du traitement de la sécurité dans la campagne (%)

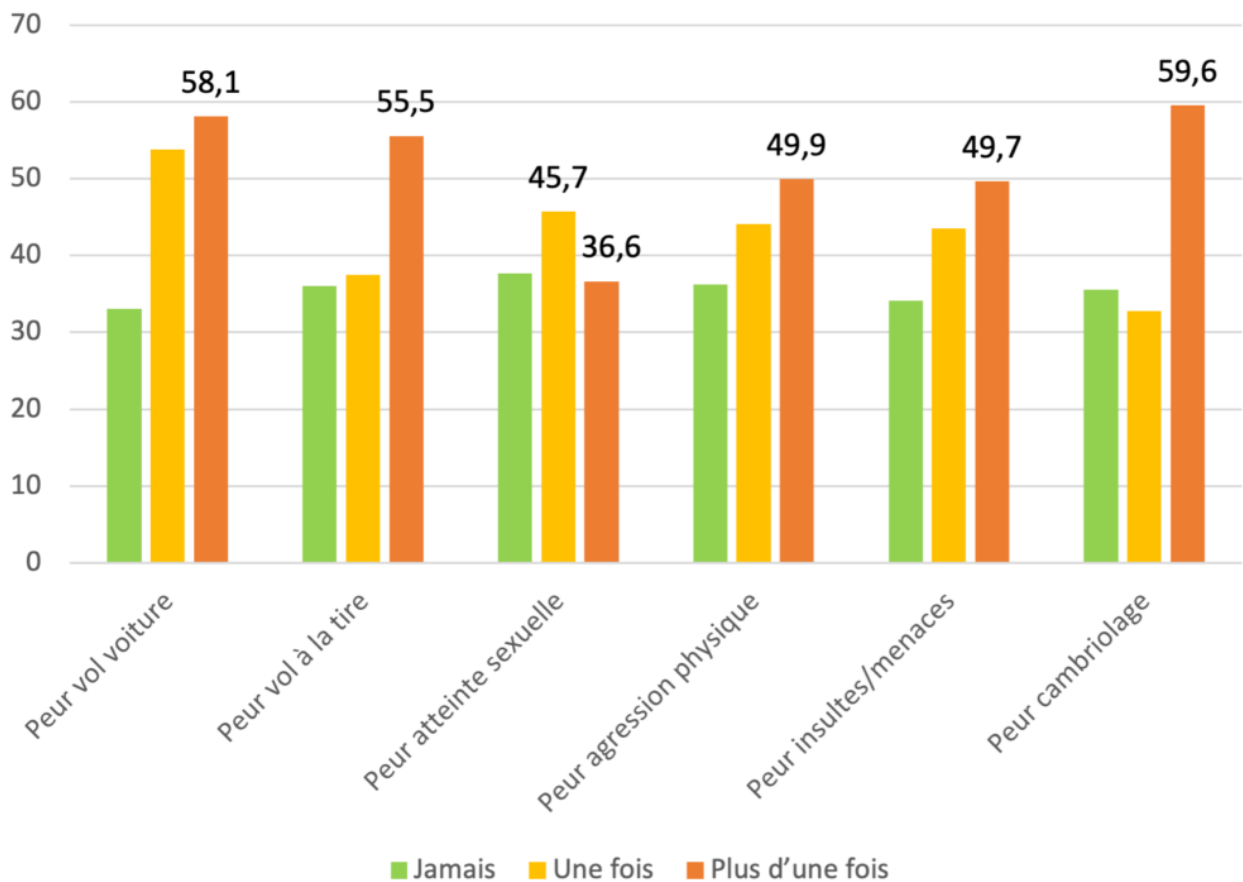


Lecture : 55,8% des enquêtés qui placent la délinquance en tête de liste des problèmes les plus préoccupants considèrent que l'on ne parle pas suffisamment de sécurité durant la campagne présidentielle de 2022. Source : Cesdip/CDSP : Enquête Sociologie politique de l'insécurité durant les élections présidentielles de 2022.

Un positionnement en lien avec la fréquence des peurs

Enfin, considérer qu'« on ne parle pas suffisamment de la sécurité » dans la campagne électorale est très étroitement lié à la fréquence des peurs. Pour chaque type d'atteinte redoutée, à l'exception de la peur de l'agression sexuelle, les enquêtés déclarant avoir eu peur « plus d'une fois » sont toujours plus enclins à faire ce constat que ceux déclarant avoir eu peur seulement « une fois » au cours des douze derniers mois. Par ailleurs, sauf pour la peur du cambriolage, les répondants ayant eu une peur unique sont toujours plus nombreux que les non-apeurés à considérer que la sécurité n'est pas suffisamment abordée durant la campagne électorale.

Figure 9. Répartition des enquêtés qui considèrent que l'« on ne parle pas suffisamment de sécurité » durant la campagne selon le type d'atteinte redoutée (%)



Lecture : 58,1% des enquêtés qui déclarent avoir eu peur « plus d'une fois » d'être victimes d'un vol de voiture au cours des douze derniers mois considèrent que l'« on ne parle pas suffisamment de sécurité » durant la campagne présidentielle de 2022, contre 33,1% de ceux qui n'ont jamais eu peur de subir cette atteinte. Source : Cesdip/CDSP : Enquête Sociologie politique de l'insécurité durant les élections présidentielles de 2022.

En résumé, considérer que l'« on ne parle pas assez de sécurité » durant la campagne présidentielle de 2022 est un constat particulièrement fréquent chez les plus jeunes (moins de vingt-cinq ans), les moins diplômés, les employés, les ouvriers et, dans une moindre mesure, les artisans. Il concerne également plus que les autres les résidents des ZEAT de l'Est, du Centre-Est et du bassin parisien. Ce positionnement est fortement associé à un faible intérêt pour la politique et au fait de considérer que la démocratie en France fonctionne très mal.

Concernant le lien avec le sentiment d'insécurité, la demande de débat sur l'insécurité est beaucoup plus présente chez les enquêtés préoccupés par le terrorisme et la délinquance, et chez les personnes confrontées à l'insécurité personnelle (surtout lorsqu'elle est fréquente). En ce sens, ce positionnement est fréquent chez les enquêtés qui perçoivent l'insécurité ou le terrorisme comme une priorité politique, mais également chez ceux pour qui l'insécurité est un enjeu

quotidien.

Dans le contexte d'un second tour opposant Emmanuel Macron, président de la République sortant, à Marine Le Pen, les enjeux d'insécurité sont susceptibles d'agir comme un facteur polarisant pour une partie limitée et spécifique de l'électorat. De très nombreux électeurs s'en soucient, mais cette thématique est au second plan derrière des sujets comme le pouvoir d'achat, la santé ou le chômage. L'articulation de ces thèmes, particulièrement présente dans les milieux populaires qui se perçoivent en situation de vulnérabilité, est de nature à alimenter le vote en faveur de Marine Le Pen. *A contrario*, les espaces moyens et supérieurs disposent de ressources sociales qui leur permettent de faire face aux aléas de victimation, ce qui minimise leur niveau de peur et de préoccupation. Pour ces groupes sociaux qui structurent le vote en faveur d'Emmanuel Macron et une partie du vote diplômé pour Jean-Luc Mélenchon, les enjeux essentiels sont ailleurs.

1. (UMR CNRS 8183).
2. ELIPSS est un panel Internet, représentatif de la population française, constitué de plus de 2200 personnes qui sont invitées à participer tous les mois à des recherches dans de nombreux domaines (santé, environnement, politique, sport et loisirs, etc.). Contrairement aux sondages d'opinion et aux études de marché, ces études sont élaborées par des chercheurs sur des thèmes d'intérêt général et ont une finalité exclusivement scientifique.
3. L'enquête SPIP2022 est financée par le Cesdip, la Fondation Jean-Jaurès et la Maison des sciences de l'homme Paris-Saclay.
4. L'enquête *Vécu et ressenti en matière de sécurité* (VRS) remplace l'enquête *Cadre de vie et sécurité* (CVS) menée par l'Insee entre 2007 et 2021.
5. Franck F. Furstenberg, « Public reaction to crime in the streets », *The American Scholar*, vol. 40, n°4, 1971, pp. 601-610.
6. Philippe Robert et Renée Zauberman, *Du sentiment d'insécurité à l'État sécuritaire*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2017, p. 8.
7. Antoine Jardin, Edmond Préteceille, Philippe Robert, Renée Zauberman, « Territoires et insécurité en Île-de-France », *Déviance et Société*, vol. 45, n°2, 2021, pp. 319-355.
8. Marie-Lys Pottier et Philippe Robert, « "On ne se sent plus en sécurité", Délinquance et insécurité. Une enquête sur deux décennies », *Revue française de science politique*, vol. 47, n°6, 1997, pp. 707-740.
9. Renée Zauberman, Philippe Robert, Sophie Névanen, « Victimation et insécurité en Île-de-France : une analyse géosociale », *Revue française de sociologie*, vol. 54, n°1, 2013, pp. 111-153.
10. Le bassin parisien comprend la Bourgogne, le Centre, la Champagne-Ardenne, la Basse et Haute-Normandie et la Picardie.